

La déconcentration de proximité La fin annoncée de l'administration fiscale dans les territoires ! Nous en appelons aux Élus ! Aux populations !

Le gouvernement et la Direction Générale de Finances Publiques veulent aujourd'hui, avec le projet de déconcentration de proximité démanteler l'administration des Finances Publiques et liquider son réseau basé sur la proximité de ses trésoreries et de ses centres des finances publics.

Cette attaque n'est pas nouvelle, 700 implantations ont déjà disparu depuis 2012 et plus de 20.000 emplois ont été perdus ces dix dernières années, mais avec ce nouveau projet c'est la volonté de donner le coup de grâce !

Avec ce nouveau projet, les conséquences pour les communes, les territoires et leurs habitants seront dramatiques.

En effet, nous pouvons les évaluer à une suppression de plus d'un millier d'implantations (trésoreries et services fiscaux). Dans quel but ? Accélérer les suppressions massives d'emplois (120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État, d'ici 2022, la DGFIP étant toujours considérée comme la principale contributrice) et réduire nos missions de service public.

La débauche de communication du gouvernement qui affiche davantage de points de contacts n'est que l'oasis qui doit cacher le désert qui s'étend.

Il est volontairement omis que ces points de contact sont prévus pour être de simples permanences mensuelles ou hebdomadaires, lorsqu'elles existeront, ne servant qu'à faire le lien avec les services qui pourront traiter les demandes des redevables et avec des moyens toujours plus réduits.

15 Millions est le nombre de visites dans nos services en 2018 !

La réalité est une diminution générale des services de proximité de pleine compétence de plus de 50 % !

Le Ministre des comptes publics, Le Secrétaire d'Etat à la Fonction Publique, notre Directeur local vous mentent !

Concrètement dans l'isère:

- le nombre de sites de pleine compétence passe de 37 à 11 dont deux trésoreries hospitalières. Sont ainsi rayés de la carte: **Domène, Bourg d'Oisans, Vizille, Vif, Villard de Lans, Echirolles, Meylan, Saint-Egrève, Vinay, Tullins, Moirans, Mens, Allevard, Saint Laurent du Pont, Les Abrets, Pont de Beauvoisin, La Verpillière, Morestel, Pont de Chéruy, Le Grand Lemps, Roussillon, Beaurepaire, Saint Etienne Saint Geoirs, La côte St André, Crémieu, Grenoble métropole, la Paierie départementale.** Les travaux de gestion incombant à toutes ces trésoreries seront regroupés dans seulement 9 Services de gestion comptable dont deux grenoblois. Et après ?
- 40% des Services des Impôts des Particuliers disparaissent (**SIP de La Tour du Pin, La Côte Saint André, l'Isle d'Abeau, La Mure**). Et après ?
- 50% des Services des Impôts des Entreprises doivent fermer (**SIE Bourgoin, l'Isle d'Abeau, Vienne, Voiron**), et après ?
- Le **SIP/SIE de Saint Marcellin** disparaît lui aussi. Et après ?
- Seuls 2 Services de Publicité Foncière sur 6 subsisteront... Et puis 1 ?

C'est un service public « low cost » qui se met en place. Avec cette évolution proposée, les personnes mais aussi les territoires les plus riches auront droit aux meilleurs services personnalisés tandis que les autres devront se contenter d'un service de base à distance.

Le coût social est énorme pour la DGFIP, la DDFIP de l'Isère et pour les communes.

En dehors des évolutions prévues suite à la mise en place du Prélèvement A la Source (PAS) et de la disparition de la Taxe d'Habitation, les chiffres de suppressions de postes sont partout annoncés autour de 12% sur les trois prochaines années.

Dans l'Isère, ce sont 160 emplois de moins au terme de 2022, auxquels il faut rajouter les 34 suppressions déjà prévues au 01/09/2019. L'estimation des 10% de suppressions est selon nous bien en deça de la réalité.

Les personnels des Finances Publiques de l'isère, et leurs représentants demandent solennellement à tous les élu-e-s et parlementaires du département de l'Isère de s'opposer à ce projet destructurant. Celui-ci, comme beaucoup d'autres, ne répondra pas aux besoins réels de la population et des acteurs économiques de votre territoire et défavorisera encore et toujours plus la vie des plus faibles.